RELEVÉ

DES

PRINCIPAUX FRANÇAIS

QUI ONT RÉSIDÉ A ALGER

DE 1586 A 1830

J'ai établi ce relevé au moyen des renseignements que fournissent les archives du consulat de France. Lorsqu'un Français se fixait à Alger, il ne tardait pas à figurer dans les actes de chancellerie, soit comme témoin instrumentaire, soit comme partie contractante. De plus, il faisait partie de l'assemblée de la nation, laquelle se composait du consul, du vicaire apostolique, du chancelier, des prêtres de la mission, de l'agent de la compagnie royale d'Afrique, et de tous les négociants résidant sur l'échelle. Il est donc facile de suivre les traces de nos nationaux. Bien qu'on puisse leur reprocher, en général, d'être obscures, il m'a paru intéressant de livrer à la publicité le nom des personnes assez hardies pour venir occuper des fonctions officielles ou se livrer à des opérations commerciales dans un pays barbare où leur vie, leur liberté et leurs biens étaient sans cesse à la merci du fanatisme, de la brutalité, de la rapacité et du despotisme. J'ai laissé de côté, bien entendu, les commerçants assez nombreux à la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e, qui ne faisaient qu'une courte apparition et repartaient avec le navire qui les avaient amenés.

Mes renseignements ne remontent qu'à 1686, les archives antérieures du consulat ayant été détruites par la populace lors des bombardements [dirigés contre Alger par Duquesne. Avant de les aborder, je vais indiquer les consuls antérieurs à cette époque.

BERTHOLE, citoyen de Marseille, nommé en 1564, mais ne fut pas admis par les Algériens, lesquels se refusaient énergiquement à recevoir un agent chrétien au milieu d'eux.

SAURON (Le capitaine Maurice), de Marseille, nommé en 1577. Ne fut pas admis par les Algériens.

GUINGHIGHOTTE, devait venir à Alger aux lieu et place du précédent, attendu que la charge était vénale, mais les Algériens le refusèrent.

BIONNEAU, arriva à Alger vers 1581 ; fut le premier consul français qui résida à Alger. En 1585, les Algériens le mirent en prison. On ignore s'il fut remplacé et on perd la trace de nos consuls jusqu'en 1597.

DE VIAS, était consul à Alger en 1597. « Il avait été conseiller d'Etat et maître des requêtes de Catherine de Médicis ; banni pour son dévouement au roi, il n'était rentré à Marseille que lorsque cette ville eut secoué le joug des ligueurs. Ce fut alors qu'il obtint cette charge comme un dédommagement de ce qu'il avait souffert pour une cause légitime (1). » Jeté au bagne en 1606, M. de Vias ne parvint à sortir des fers que huit mois après, en distribuant beaucoup de présents. Il quitta Alger en 1608.

CHAIX, vice-consul ; eut la gestion du consulat lors du départ de M. de Vias, en 1608. On ignore son sort, mais il est probable qu'il fut tué dans un soulèvement des Algériens contre les Français, en 1622.

SANSON NAPOLLON, envoyé en 1626 pour rétablir les bonnes relations ; ses efforts amenèrent le traité du 19 septembre 1628.

(1) Rang, *Précis analytique*.

DE VIAS (Balthazar), fils de l'ancien consul, résida comme consul pendant deux ans, de 1626 à 1628.

NICOULIN RICOU, quitta Alger en 1631 à la suite d'une arrestation qui dura huit jours.

BLANCHARD, député de Marseille, se trouvait à Alger en 1631 ; sans accepter la qualité de consul, il en remplissait provisoirement les fonctions. En 1633, il fut jeté au bagne où gémissaient déjà 3,000 Français.

SAMSON-LEPAGE, premier hérault d'armes de France, fut envoyé à Alger, en 1634, pour renouer les bonnes relations, mais il échoua dans sa mission.

PIQUET (Thomas), négociant connu à Alger, entreprit, en 1640, de relever le bastion de France avec Jean de Coquille.

BARREAU (le père), de l'ordre des Trinitaires de Marseille, ordre qui avait acheté la charge de consul de France, se trouvait à Alger en 1640 et quitta cette ville en 1661.

DUBOURDIEU (le père), de l'ordre des Trinitaires de Marseille (voir ci-dessus), prit la gestion du consulat en 1661.

ARVIEUX (chevalier d'), 1675.

LEVACHER (le père), vicaire apostolique et consul, de 1675 au 29 juin 1683, jour où les Algériens, irrités du bombardement effectué par Duquesne, lui firent subir le supplice du canon.

SORHAINDE, gouverneur du bastion de France, remplit les fonctions de consul de France à Alger, en 1684.

J'entre maintenant dans la période pour laquelle j'ai pu recueillir directement des renseignements dans les archives du consulat de France (1).

PIOLLE (André), négociant et consul, charge dont il s'était

(1) J'ai établi ce relevé chronologiquement. L'ordre d'inscription de chacun des individus portés sur ma liste est déterminé par la date de son arrivée à Alger.

rendu adjudicataire, le 9 février 1685, au prix de 1,500 livres. A la suite d'une rupture entre la France et la régence, ce consul fut arrêté et mis au bague ; il subit ensuite le supplice du canon pendant le bombardement d'Alger par le maréchal d'Estrées, en 1688. Le consulat de France fut saccagé de nouveau ; les effets et les papiers de M. Piolle disparurent. Un procès-verbal, dressé par le chancelier du consulat de France, le 5 mai 1690, constate qu'en vertu de l'ordonnance de M. Marcel, en date du 25 mars précédent, « tendante à découvrir entre les mains de quy peuvent estre les papiers, écritures, effets, facultez ou deniers appartenant à la succession de feu sieur André Piolle, » une réquisition fut adressée à Daniel de Coste Alvarenga, *alias* Lopez, marchand juif, qui justifia avoir remis les papiers dont il était effectivement dépositaire, à M. Barthélemy Mercadier, en vertu d'une lettre que M. Piolle avait préparée en cas de mort. Enfin, à la date du 30 octobre 1699, un procès-verbal, dressé par le consul de France, constate qu'il a été impossible de recouvrer aucune des créances que paraissait avoir à exercer le sieur André Piolle, ancien consul.

MORELOT, négociant et chancelier ; 1686.

CARRIÈRE (Guillaume), négociant ; 1686 ; chancelier à partir du 7 mai de la dite année.

DUSAULT (Denis), simple négociant qui joua un grand rôle comme négociateur à plusieurs reprises. En 1682, il était directeur du bastion de France et Duquesne, qui l'avait recueilli, l'employa comme intermédiaire. Après la seconde expédition de Duquesne, restée sans résultat au point de vue de la conclusion de la paix, il fut envoyé à Alger, y renoua des relations pacifiques et négocia le traité éphémère dont l'honneur revint officiellement à Tourville (avril 1684). Le 15 décembre 1690, agissant comme représentant du gouvernement algérien, il ratifia au nom du dey, du pacha, du divan, de tous les officiers de l'Etat, de toute la milice et de tous les habitants du pays, le traité de paix négocié par Guillaume Marcel, le 24 septembre 1689. Changeant de rôle, il se présenta à Alger, en avril 1692, pour confirmer le

traité de paix, au nom du roi de France, et délivrer des esclaves français. Il prit à cette occasion le titre de « conseiller du roy, envoyé par S. M. pour l'exécution du traité de paix. » Le 25 juin 1697, il reparut à Alger comme *envoyé extraordinaire du roy vers les puissances de Barbarie* et installa M. Durand comme consul le 20 février 1698. Il racheta plusieurs esclaves français et expédia à Marseille les deux chargements ci-après : 1^o par la barque *Notre-Dame-du-Rosaire*, mousseline, soieries, velours, cuirs, chiffons pour faire du papier, soude et sumac (7 mars 1698) ; 2^o par la barque *Saint-François*, tabac du Brésil et cassonnade (12 mars 1698). Comme il est facile de le reconnaître, la plupart de ces marchandises n'étaient pas d'origine algérienne; elles provenaient donc des prises faites par les corsaires d'Alger au détriment des chrétiens. Cela est fâcheux à constater. Dusault, suivait l'exemple de tous les négociants européens établis à Alger, lesquels, tout en déplorant les excès commis par les forbans, ne poussaient pas les scrupules jusqu'à laisser échapper une bonne occasion, lorsque des marchandises de valeur, mises à l'encan à la suite de capture, ne trouvaient pas d'acquéreur ou se vendaient à vil prix. Le 2 novembre 1719, Denis Dusault arrive de nouveau à Alger comme « envoyé extraordinaire et plénipotentiaire pour le renouvellement des traités de paix avec Alger, Tunis et Tripoli. » Le 9 décembre de la même année, il dresse un procès-verbal dans lequel il déclare avoir renouvelé le traité de paix et confier provisoirement les fonctions de consul de France à M. Lazare Loup, agent de la compagnie des Indes occidentales et d'Afrique, attendu que M. Jean Baume repassait en France. Le 12 janvier 1720, M. Léon Delane, agissant pour le compte de M. Dusault, somme les pères rédempteurs, partant pour Marseille, avec quelques esclaves rachetés, de continuer leur voyage sur le pinque de construction hollandaise qu'il avait acheté pour eux.

ISSAUTIER (Barthélemy) ; 1686.

MERCADIER (Barthélemy), de Marseille; avait épousé M^{lle} Chrétienne de Vellin; résida à Alger de 1686 à 1690. Choisi pour consul de France en 1689 et révoqué l'année suivante. Le 25

mars 1690, M. Marcel le fit embarquer sur un navire de guerre et l'accompagna « jusqu'à la marine, et même fort avant sur mer, tant pour l'honneur de la charge qu'il avait que pour le garantir des insultes dont il était publiquement menacé. »

MERCADIER (François), frère du précédent, dont il fut le chancelier ; résida à Alger de 1686 à 1690.

ARSOU (Jean); 1686.

BENSE (Jean-Baptiste); 1686.

MARCEL (Guillaume), commissaire ordinaire de la marine; vint à Alger en 1689 pour la négociation et l'exécution du traité de paix portant la date du 24 septembre de ladite année, tâche dans laquelle il eut pour successeur Denis Dusault.

TOUCAS (Pierre), de Toulon, résida à Alger en 1689 et 1690.

GAIROARD (Jacques), 1689.

CÉSARI (Claude), de Marseille ; de 1689 à 1691.

ARNAUD (Pierre), de la Ciotat ; 1689.

ESCUYER (Claude), de Marseille ; 1689.

LEMAIRE (René), de Joinville en Champagne ; de 1689 à 1697. Choisi pour consul de France en 1690, M. Le Maire, effrayé des menaces du pacha, se refugia, le 30 avril 1697, à bord du navire de guerre l'*Heureux Retour*, qui le ramena en France.

REYNIER (Claude), 1689 ; chancelier.

EYSSAUTIER (Pierre), 1689 et 1690 ; chancelier en 1690.

FOUGASSE (Claude), de la Ciotat ; 1689 et 1690.

FORNILLIER (Pierre), de Toulon ; 1689.

ROBERT (Hiérôme), maître-chirurgien, natif de Tretz en Provence, « habitant ordinairement Auriol » ; a résidé à Alger de 1689 à à 1697.

BÉRENGUIER (Jacques), de Toulon ; 1690.

ADRIAN (Lazare), de Toulon, interprète de France ; de 1690 à 1698.

DOULAT (Nicolas), de Toulon ; 1690.

ROUBAUD (François), de Toulon ; 1690.

BERNARD (Jean), de Marseille ; 1690.

SASTRE (Benoit) ; 1690.

SEREN (Jean), du Bausset ; 1690.

LEVASSEUR (Ambroise), du Mans ; de 1690 à 1692.

FOUGASSE (Charles), 1690.

BONNET (Laurent), 1690.

BLOCHÉ (Alexandre), de Rouen ; de 1690 à 1692.

TORRET (Jean), 1690.

MORAN (Pierre), de Lyon, joaillier ; 1690. Un procès-verbal du 15 décembre de la dite année, constate qu'il a perdu une grande quantité de bijoux et de pierres précieuses lors de la prise en 1689, par des corsaires algériens, de la flûte la *Fortune-Dorée*, sur laquelle il se rendait d'Alexandrie à Smyrne.

REGAILLET (Jean-François), de Marseille ; 1690 et 1691.

AILLAUD (Guillaume), de Marseille ; 1690. Chancelier le 27 mars.

BOULON (Jean et Cyr), frères, de Nantes ; 1691.

VIDAL (Antoine), 1691.

PEIZE (Jean), 1691.

JULLIAN (Simon), de Marseille ; 1691.

LAURE (François), de Marseille ; 1691.

SEREN (Pierre), de Toulon ; 1691 et 1692. Chancelier du 22 mars au 10 octobre de cette dernière année.

MORIS (Sauveur), de Marseille ; 1691.

JOUNE, de Toulon ; le 13 juin 1691, il achète une barque (saëtte) qui avait été acquise du Dey et du Divan comme provenant de prise, et à laquelle il donne le nom de *Jésus-Marie-Joseph*.

GIRAUD (Balthazar), de Marseille ; 1692.

BOYER (Jean), de Marseille ; de 1692 à 1696 (En 1709, il était à Tetuan).

LALANDE (Pierre de), de Bayonne ; 1692 et 1693.

REYNAUD (Louis), de Lécate ; 1692.

TERRASSON (Jacques), 1692.

DANIEL (Jean), 1692.

LAZIART (Guillaume), 1692.

BOUTIGNY (Etienne), 1692.

BRISSON (Jean), 1692 et 1693.

FICHER (Nicolas) de Marseille ; de 1692 à 1697. Chancelier du 10 octobre 1692 jusqu'au 14 avril 1694. Il est installé de nouveau dans les fonctions de chancelier le 5 décembre 1695, en vertu d'un brevet du roi signé à Marly le 14 septembre précédent, et accordant au titulaire le droit de faire le commerce. Remplacé comme chancelier, le 30 avril 1697.

BOURGEOIS (Pierre), de 1693 à 1695.

CHRESTIEN (Sauveur), 1693.

LORANCE (Yves), prêtre de la Congrégation de la mission, exerçant à Alger, en vertu d'un bref apostolique de S.S., les fonctions de vicaire apostolique dans la ville et le royaume d'Alger, avec extension à celui de Tunis et terres adjacentes à l'un et à l'autre des susdits royaumes » ; de 1694 à 1706.

CAISEL (Annet), de Lyon ; 1694 et 1695.

AMPHOUX (Pierre), installé comme chancelier le 14 avril 1694, en vertu d'un brevet du roi en date du 16 septembre 1692. Il fut le premier chancelier exerçant en vertu d'un brevet du roi ; jusqu'alors les consuls choisissaient leur chancelier.

FICHER (Pierre), 1694, 1695.

MICHEL (Jean-François), de 1695 à 1702. Le 22 octobre 1698, Michel et Despalleaux achètent aux puissances d'Alger un navire de 200 tonneaux pris aux Portugais et qu'ils appellent le *Saint-Michel*. Le 16 janvier 1700, Messieurs Michel et Despalleaux « agents de Messieurs les intéressés au commerce du Bastion de

France », achètent aux corsaires d'Alger une barque de 125 tonneaux qu'ils appellent *Notre-Dame-de-la-Garde*. Le 2 novembre 1702, Despalleaux, agent du Bastion, donne décharge à Michel, ancien agent du dit Bastion, et après remise, des effets, marchandises, créances, numéraire et meubles appartenant à la compagnie de Maurel.

PEIRE (Guillaume), 1696. Le 23 mai de la dite année, il fit fonction de chancelier, avec le titre de vice-chancelier, en absence de Nicolas Fischer.

DESTIENNE (Etienne), 1696.

BERNARD (Honoré de), 1696.

AUBERT (Georges), 1696.

FOGASSE (Christophe), 1696.

GEORGE (Jean), 1696, 1697.

DUTILH (David), 1697, 1698. Le 3 mars 1698, il achète à des Maures une barque de 130 tonneaux, qu'il appelle *Saint-François*, et à la Douane publique la flute *Demoiselle-Rachiel* de 150 tonneaux, prise aux Hollandais. Un certificat délivré par Denis Dusault à la date du 10 mars 1698, constate qu'un chargement fait par Dutilh sur la barque *Notre-Dame-du-Rosaire*, partie d'Alger en novembre 1697, a été pris par les corsaires de Majorque.

BAUGER (Antoine), 1697, 1698.

MUNIER (Jacques), 1697, 1698.

CLAIRAMBAULT (Jean), interprète du roi au commencement de 1697; il fut chargé des fonctions de chancelier le 5 juin de la même année, ce qui ne l'empêcha pas de se livrer à des opérations commerciales. Le 30 novembre 1705, M. Durand, consul de France, partant pour Tunis, par ordre de sa Cour, lui confia ses fonctions jusqu'à nouvelles dispositions. Clairambault fut installé comme consul titulaire le 25 mars 1707, mais il ne cessa pas de faire activement le commerce à l'importation et à l'exportation. Le 1^{er} décembre 1707, il vend à François Barriol un quart de la polacre la *Ville-de-Saïde*, de 40 tonneaux. Le 16 mars 1708, Robert Coll, consul anglais, lui vend un quart de la tartane

Saint-Jean-Baptiste, prise par les Anglais. Le 14 mai 1712, il certifie que lui et son chancelier (Durand) ont acheté aux enchères publiques le pinque l'*Heureux*, de 1,800 quintaux, pris aux Majorquins par un corsaire algérien. Le 4 janvier 1717, convention, au sujet du rachat de MM. Laurent de Vento, de Marseille, Blaise Belnany, de la ville de Lucques, et Louis de Castelanne, d'Esparron, tous trois chevaliers de St-Jean de Jérusalem, ci-devant esclaves du Beylik et rachetés par le consul, moyennant 33,000 piastres. M. Clairambault, nommé au consulat de Livourne, fut remplacé à Alger, le 27 janvier 1717, par M. Jean Baume. Il resta encore quelque temps à Alger, auprès de son beau-frère Durand, chancelier du consulat. A la date du 20 du dit mois, je relève, notamment, la mention ci-après : Ratification de partage de biens après décès par Jean Clairambault, ci-devant consul de France à Alger, comme époux de dame Magdeleine-Désirée Durand, et par Antoine-Gabriel Durand chancelier du consulat, frère de cette dernière.

DURAND (Philippe-Jacques), installé comme consul le 19 février 1698, en vertu de provisions signées à Versailles le 20 novembre précédent. Partit pour Tunis le 30 novembre 1705, en confiant le consulat à Jean Clairambault son chancelier (Voir ci-dessus).

DORGAL, 1698.

DESPALLEAUX, (René-Jean-Baptiste), agent des intéressés au commerce du Bastion (voir *Michel*); de 1698 à 1706.

PELISSIER (Boniface), de 1698 à 1702; puis de 1714 à 1717.

SAINT-AMAND (Filibert de), 1699.

PONS (Louis), de 1702 à 1704.

MACARI ROCQUE, de 1703 à 1707.

NAPOLLON (Gabriel), de 1705 à 1710.

DURAND (Antoine-Gabriel), installé comme chancelier le 30 novembre 1705 (Voir à *Clairambault*); faisait le commerce. Nommé consul de France à Candie, en 1718. Installé comme consul de France à Alger le 20 novembre 1720, en vertu de provisions du 19 mars précédent; continua à faire quelques

opérations commerciales. Dans les archives du consulat, on trouve la note suivante. « Du 1^{er} décembre 1730. Le sieur Antoine-Gabriel Durand, après s'être fait extrêmement aimer des gens de ce pays, décéda à Alger, fort regretté. »

RENOUIN (François) 1706.

LAMBERT DUCHESNE, vicaire apostolique; de 1706 à 1735 (soit pendant 29 ans).

CHIEUSSE (Michel), de 1707 à 1715; négociant important.

DURAND DE BONNEL, 1708.

LAVABRE (Jean), de Marseille; 1708.

PHILIPPE (Antoine), 1710 et 1711.

CHAMBON (George), 1711.

MONTVALLA (Pierre), 1711.

LOPEZ, de Bordeaux; 1711. Le 17 juin de la dite année, il achète aux enchères publiques une barque (saète) prise aux Génois par les Algériens et qu'il appelle l'*Heureux*.

BATTAREL (Joseph), de 1712 à 1714.

RIQUIER (Charles), 1712, 1713.

LOUP (Lazare), de 1712 à 1722. Il était agent de la Compagnie d'Afrique et de la compagnie des Indes orientales. Le 9 décembre 1719, Denis Dusault, envoyé extraordinaire et plénipotentiaire, lui confia provisoirement les fonctions de consul de France, à Alger, en remplacement de M. Baume, qui repassait en France, fonctions dont il fut relevé le 20 novembre de l'année suivante par l'arrivée de M. Durand.

PALLICOT (César), 1713 et 1714.

BOUYSON (Jacques), 1716 et 1717.

GUIEN (Antoine), de 1717 à 1728. Il mourut à Alger, en 1728, en laissant plusieurs legs pieux.

BAUME (Jean), nommé consul de France à Alger par provisions du 14 septembre 1716, qu'il fit enregistrer à Alger le 27 janvier suivant, jour de son installation et de son arrivée sur la barque le *Saint-Pierre*, capitaine Pierre Royal, partie de Mar-

seille le 20 du même mois. A son arrivée à Alger en 1719, M. Denis Dusault releva M. Baume de ses fonctions, par procès-verbal du 9 décembre, et le fit repasser en France, en confiant provisoirement le consulat à M. Lazare Loup, agent de la Compagnie d'Afrique.

MONIER (François), chirurgien ; de 1717 à 1725.

LAUGIER (Jacques-Philippe), nommé chancelier du consulat par brevet du 27 juillet 1717, qu'il fit enregistrer à Alger le 16 janvier 1718. Il repartit pour toujours le 2 juillet de la même année, après un séjour de cinq mois et demi, laissant à son consul, M. Baume, le fardeau de la chancellerie, qu'il supporta impatiemment pendant près de cinq mois. Au sujet de ce départ, on trouve dans un registre de chancellerie la note suivante, de la main de M. Baume : « Laugier a demandé son congé et est parti sur le pinque du patron Moulinier, de Cassis, ce 2 juillet 1718. »

TEMPLE (Antoine), 1718.

NATOIRE (Thomas), d'Épinal en Lorraine, fit enregistrer à Alger, le 26 novembre 1718, son brevet de chancelier du consulat de France, en date du 16 août précédent. Natoire se livrait à des opérations commerciales assez actives. Le 14 octobre 1719, il acheta du Dey un bâtiment « fabrique hollandaise », de 2,500 quintaux, qu'il appela *Sainte-Marie-Magdeleine*. A la mort de M. Durand, le 1^{er} décembre 1730, il géra provisoirement le consulat et conserva ces fonctions jusqu'au 12 juin 1731, date de l'installation de M. Léon Delane. Il reprit bientôt l'intérim, par suite du départ de ce consul, et le conserva jusqu'à l'installation de M. Benoît Le Maire, le 2 juillet 1732. Il fut relevé de ses fonctions de chancelier et remplacé par M. Dejouville, le 9 mai 1733. Il continua à habiter Alger comme négociant, mais il dût quitter cette ville en 1734, comme le constate la pièce ci-après :

« DE PAR LE ROY ,

« Sa Majesté estimant nécessaire que le sieur Natoire, chancelier du consulat d'Alger, revienne en France, Elle luy or-

donne de repasser avec le sieur Le Maire. Fait à Versailles, le 3 décembre 1731. *Signé* : LOUIS, et plus bas, PHELPEAUX. »

« Enregistré la présente lettre de cachet au requis de M. Le Maire, consul de France en ce royaume, par nous, Thomas Dejouville, le 7^e aoust 1734. »

Natoire revint à Alger comme négociant. C'est le 20 juillet 1737 qu'il figure pour la dernière fois dans les écritures de la chancellerie.

MERCURIN (Gaspard), du lieu de la Roque d'Ancheron, diocèse d'Aix, en Provence, négociant faisant d'assez importantes affaires ; parut pour la première fois le 21 décembre 1718, et habita Alger sans interruption jusqu'en 1735, c'est-à-dire pendant 17 ans. Dans les dernières années, Gaspard Mercurin représentait à Alger la maison Pierre Icard, de Marseille. Il disparut d'Alger vers 1735, sans doute à la mort de son frère Paul Mercurin (Voir ce nom). Il revint à Alger en juin 1742, étant âgé de 51 ans et muni d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, qui l'autorisait à y résider ; il représentait alors la maison Liataud et compagnie, de Marseille. Mais la terre d'Afrique devait être fatale à la famille Mercurin. A peine Gaspard venait-il de la toucher pour la seconde fois, qu'il alla rejoindre dans la tombe son frère Paul. Les deux frères reposèrent du sommeil éternel sur cette plage inhospitalière, alors la terre d'exil, qui, un siècle plus tard, devait devenir une annexe de la patrie.

PACHE (Louis), 1719 et 1720.

BLANC (Laurent), autorisé à résider à Alger par un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, en date du 25 mai 1719, enregistré à Alger le 24 juin suivant. Le 15 avril 1720, il acheta du Dey un vaisseau de 600 tonneaux, provenant de prise. Il parut pour la dernière fois le 16 juillet 1720.

CASTOR (Etienne-Bruno), 1719 ; revint à Alger en 1722 et y resta jusqu'en 1724 ; résida de nouveau à Alger de 1736 à 1739 ; il y faisait un commerce assez important. Le 10 juin 1724, il acheta du Dey « une flute, fabrique hollandaise », de 4,500 quintaux, qu'il appela *Saint-Joseph*.

GAMEAU (Antoine), 1719.

SOUCHOIS (Jean-Louis), 1719.

SEBLON (Jacques), de 1719 à 1723.

PAYEN (Gaspard), de 1720 à 1722.

MAICHENS (Bernard), de Montpellier, fit un commerce important de 1721 à 1731 ; ses principales opérations consistaient à acheter du Dey des chargements d'huile à prendre à Bougie et à Dellys, et des chargements de grains livrables sur la côte ; il expédiait ces marchandises à Agde, Toulon et Marseille. Cette maison finit par une déconfiture.

Comme Maichens manquait quelquefois à ses engagements, il causait des ennuis au consul de France, que le Dey assaillait de ses réclamations lorsque son débiteur tardait trop à le satisfaire. Cela résulte notamment de la pièce ci-après.

« Veu les engagements considérables que le sieur Bernard Maichens, marchand de Montpellier, a pris avec le Dey, au mois de février de l'année 1723, à mon insçu, et les inquiétudes du Dey par rapport au peu d'empressement que le dit sieur Maichens montre pour y satisfaire, ce qu'il me fait connaître toutes les fois que j'ay occasion de luy parler pour quelque affaire que ce puisse estre, dans l'appréhension que j'ay que ce deffaut de payement ne procure quelque avanie à la nation, je certifie avoir ordonné au sieur Mestre, commis du dit sieur Maichens, de se réserver par devers soy une somme suffisante pour satisfaire aux prétentions du Dey, et en conséquence de ce, luy avoir permis d'embarquer seulement deux cens quintaux de laine et dix quintaux de cuivre, sur chacune des deux tartanes qu'il vient d'expédier pour le comte du dit sieur Maichens, et cela d'autant que cet envoy ne portera aucun préjudice pour l'entier payement de ce qui est deu au Dey par le dit sieur Maichens, sous peine au dit sieur Mestre d'en répondre en son propre et privé nom. En témoin de quoy j'ay signé le présent certificat.

« ...à Alger, le 24^e février 1724. *Signé* : DURAND. »

(Archives du consulat de France à Alger.)

Le 18 juillet 1725, Maichens achète du Dey une flute de

construction hollandaise, de 500 tonneaux, qu'il appelle le *Grand-Saint-Paul-la-Galère-de-Montpellier*. Le 30 août 1729, le navire ci-dessus charge 1,404 quintaux de laine pour le compte propre du Dey d'Alger et à la consignation de M. Joseph Minoti, à Marseille.

Le 12 juin 1731, une escadre française, commandée par Duguay-Trouin, amena à Alger M. Delane, nouveau consul de France, et M. de Beaucaire, négociateur chargé d'adresser diverses réclamations au Dey. Mais celui-ci, prenant l'offensive, exposa avec emportement qu'il avait confié à Maichens 550 balles de laine, dont le produit était destiné à un achat de canons, et que des créanciers que ce négociant avait en France, avaient saisi et vendu cette cargaison à Toulon, sans s'inquiéter du véritable propriétaire. En conséquence, il exigeait que le gouvernement français fut responsable de la dette de Maichens. Cette affaire faillit amener une rupture, et le Dey s'emporta au point de faire arrêter en pleine audience le chancelier du consulat. Le 16 juin, Duguay-Trouin écrivit à Abdy-Pacha pour le presser de faire droit d'abord aux justes demandes de la France. Il ajoutait : « Il est certain que si vous vous déterminez à satisfaire en cela l'Empereur, mon maître, S. M. I. se portera à vous dédommager de la perte que vous avez faite en vous confiant à ce fripon de Meschein. » L'épithète officielle était dure, même pour un homme qui avait fait de mauvaises affaires en France avant de venir à Alger. Quant à M. de Beaucaire, il avait répondu au Dey qu'il lui abandonnait Meschein, dont la mauvaise foi était si évidente, que le consul allait le rayer du nombre des nationaux, et lui défendre l'entrée de la maison consulaire. Le nom de ce négociant cesse de paraître, en effet, à partir de 1731. Cependant, à la date du 18 septembre de cette année, on trouve une quittance pour Bernard Maichens, de la somme que feu Charles Hudson, en son vivant consul d'Angleterre à Alger, lui devait pour son entretien et sa nourriture, pendant huit mois qu'il avait été malade dans sa maison d'habitation à Montpellier, à raison de 150 livres par mois. — En 1736, Maichens était décédé; il avait, d'ailleurs, disparu d'Alger depuis le scandale de 1731.

GUÈS (Guillaume), 1722.

PARADIS (Claude-Marc), 1722.

PRADINE, 1722.

NITARD (Jean-Pierre), 1722 et 1723.

GONDRAN (Jean-Baptiste), de 1722 à 1724.

HEUGLA (Pierre), agent de la compagnie des Indes ; de 1723 à 1728.

GUÉRIN (André), 1723.

MASSON (Jean), 1723.

BLANC (George), d'Alais en Languedoc, 1723.

REYNAUD (Augustin), 1723.

ALLARI (Pierre), du lieu de Carian, diocèse de Fréjus ; a fait son testament le 8 avril 1723 « gisant au lit d'infirmités corporelles dans l'une des chambres de la maison consulaire. »

ESTELLE (François), d'Agde ; 1723.

MESTRE (Jacques) fit d'assez importantes affaires commerciales de 1723 à 1731. Le 20 août 1725, il achète du dey une barque de 2,200 quintaux, qu'il appelle la *Sainte-Suzanne-la-ville-de-Valentine*. Le 22 novembre 1729, il adresse une sommation de départ à patron Pierre Aubanel, d'Agde, commandant le pinque le *St-Jean-Baptiste* ; le capitaine réplique qu'il n'y a en cette ville aucun avocat pour faire sa réponse et qu'il donnera ses réponses à son arrivée en France.

PAUL (Joseph), 1724.

GAY (Louis), 1724 et 1725.

THOMAS (Philippe), 1724.

DURAND (Pierre), 1724.

BLANC (Jean), de 1724 à 1726. Le 17 novembre 1724, il achète d'Issouf Latad, marchand juif, un petit vaisseau ou corvette, de 700 quintaux.

FRANCE (Pierre), 1725.

VÉRIGNON, 1725.

ASTIER, 1725.

TOURCATI (Jean), de 1726 à 1735. Il fit fonction de chancelier du 27 janvier 1731 au 9 mai 1733.

MONTANIER (Jean), 1726.

PEYRADE (Dominique), de 1726 à 1729.

OLLIVIER (Pierre), maître boulanger ; de 1727 à 1731.

DEDAUX (Dominique), de 1727 à 1732. Le 24 janvier 1732, enregistrement à la chancellerie d'Alger, d'un brevet de vice-consul à Oran pour le sieur Dedaux, signé par le roi, à Marly, le 27 novembre 1731. Le 30 décembre 1733, Dedaux avait cessé ses fonctions. On le retrouve à Alger après cette dernière date.

LAVABRE (Louis), de Marseille ; de 1727 à 1731 ; reparut en 1737 et en 1738. Ses opérations, assez importantes, consistaient surtout en achats de blé à charger sur la côte. Le 18 décembre 1728, il somme le patron Pierre Lion, commandant la tartane la *Vierge-de-Miséricorde* « de mettre à la voile incessamment et d'aller à *Ramalbeïde* (1) qui est à l'ouest de ce port, pour y recevoir son chargement de blé. » Le capitaine répond « qu'il ne prétend pas d'aller à Ramalbeïde parce que ce n'est pas un endroit praticable dans la saison actuelle, ainsi qu'il peut le prouver, et qu'il n'est même pas marqué dans la carte. »

SOLLICOFFRE, 1728.

MERCURIN (Paul), frère cadet de Gaspard Mercurin (voir plus haut) ; de 1730 au 3 février 1735, jour de sa mort à Alger. Le 10 février 1735, enregistrement d'un certificat de M. Lambert Duchesne, vicaire apostolique, au sujet des dernières dispositions de Paul Mercurin, administré par lui le 2 février, vers minuit.

DELANE (Léon), ci-devant consul à La Canée, fit enregistrer à Alger, le 12 juin 1731, ses provisions de consul dans cette dernière ville, signées à Versailles, le 13 décembre 1730. Il était arrivé sur une escadre commandée par Duguay-Trouin. M. Delane ayant refusé de quitter son épée lors de sa présentation au dey, ne put rester à Alger. Il reprit le consulat de la Canée en 1732.

(1) *Remel el biad*, le sable blanc. A. D.

Le 7 juin de cette dernière année, au moment de quitter Alger, il nomma pour mandataire, afin de liquider ses affaires, son beau-frère Joseph-François-Martin, agent de Messieurs de la compagnie d'Afrique. Delane était déjà venu à Alger avec Denis Dussault (voir l'article concernant ce dernier).

DEMONCÉAUX (Joseph), de Toulon ; 1732.

DELIALBISSI, de 1732 à 1734.

MARTIN (Joseph-François), agent de la compagnie d'Afrique et beau-frère de Léon Delane (voir ci-dessus) ; a résidé à Alger de 1732 à 1740.

LEMAIRE (Benoît), ci-devant consul à Seyde, fit enregistrer à Alger, le 5 juillet 1732, ses provisions de consul dans cette dernière ville, signées à Versailles, le 16 avril précédent. — Le 5 avril 1733, le R. P. Frédéric-Joseph Vander-Planeck, religieux de l'ordre de St-Dominique, ci-devant esclave, consent une obligation au sujet de sa rançon, fournie par le consul de France. — M. Lemaire ne tarda pas à être en mésintelligence avec le dey ; il fut rappelé en 1735.

DEJOUVILLE (Thomas) fit enregistrer, le 9 mai 1733, son brevet de chancelier du consulat d'Alger, en date du 25 mars précédent. En 1740, il géra provisoirement le consulat ; pendant cet intérim une rupture eut lieu et M. Dejouville fut mis aux fers, pendant quelque temps, ainsi que ses nationaux. Il reprit ses fonctions de chancelier en 1742, fit un nouvel intérim en 1743 et fut nommé consul de France à Salonique cette même année.

JOUFFRET (Joseph), 1733.

DENGALLIÈRE (Bruno), de Marseille, a fait un commerce important à Alger de 1734 à 1749 ; à partir de 1741, il était associé avec Pierre Icard, de Marseille ; puis avec Rogon. Il fut installé comme chancelier substitué en absence, le 15 mars 1745. — Le 24 février 1746, il acheta aux enchères publiques un vaisseau de 180 tonneaux, qu'il nomma le *Mercur*, pris aux Hambourgeois par 4 chebecs et 1 vaisseau algériens « qui l'amènèrent à Alger, le 7 du courant. » Le 20 septembre 1748, il acheta aux enchères.

publiques, une corvette de 120 tonneaux, de construction anglaise, prise aux Portugais par deux chebecs algériens et entrée à Alger le 12 juillet précédent. Il remplit les fonctions de chancelier substitué du 27 septembre 1748 au 21 avril 1749, date de l'installation du nouveau titulaire, M. J.-B. Germain. Parmi les expéditions qu'il fit à Marseille en 1748, on remarque deux chargements de « morues du petit nord de la pêche de France », lesquelles provenaient d'un navire français capturé par les Algériens. — En février 1749, Danggallière expédia à Marseille la corvette *St-Victor*, capitaine Antoine Debergue (de Marseille), portant 774 quintaux de laine, 192 livres de plumes d'autruche et 385 livres de dattes ; le dit navire avait retardé son départ « à cause de l'armement de quatre vaisseaux de cette Régence » ; et appareilla le 26 février sur les dix heures du matin. Ce bâtiment « après avoir fait quelques bordées dans la rade, alla s'échouer, vers les cinq heures du soir, sur la pointe d'un rocher au N.-E. du château du fanal, et malgré la quantité de monde qui y accourut pour empêcher qu'il ne se brisât, se remplit d'eau et coula bas, penché du côté de la mer qui le couvrit presque totalement à l'exception du gaillard d'arrière. Le lendemain, à la porte ouvrante, le consul de France et les sieurs Urbain Paul et Danggallière ont fait travailler à retirer du naufrage tout ce qui est possible. »

REYBAUD (Joseph) ; arrivé le 16 septembre 1735, comme commis de J.-F. Martin. Celui-ci le renvoie, à la fin du mois d'août 1736, parce qu'il en est très-mécontent. Le 25 du dit mois, Reybaud demande au consul de rester deux ou trois mois à Alger « attendu qu'il a fait faillite à Marseille et qu'il craint qu'à son arrivée dans cette ville, ses créanciers ne le fassent enfermer aux prisons royales. »

TAITBOUT (Alexis-Jean-Eustache), fit enregistrer à Alger, le 18 avril 1735, ses provisions de consul de France, signées à Versailles le 14 septembre précédent. Il reçut, en avril 1735, d'envoi des échevins et députés du commerce, 14 caisses de liqueurs et anchois, pour distribuer en présents. — Le 28 août 1738, procuration par Alexis-Jean-Eustache Taitbout, écuyer, sieur de

Marigny, conseiller du roi, fils de Jean Estienne Taitbout de Marigny, écuyer, quand vivait consul de France en Chypre. — *Même date*. Madame Marie Jeanne Taitbout, épouse du consul de France, habitant Alger et âgée de 25 ans passés, ratifie la vente faite par son mari de l'office de capitaine-général et colonel des trois compagnies des gardes arquebusiers, archers et arbalestriers de la ville de Paris, et de l'office de conseiller du roy commissaire aux Revues des dites compagnies dont était ci-devant pourvu le dit sieur Taitbout de Marigny. — Le 19 décembre 1738, ce consul reçut de Marseille, par la tartane *Saint-Antoine-de-Padoue*, capitaine Marron, des liqueurs, du sirop de capillaire, de l'eau de la reine de Hongrie, des anchois, des prunes et du sucre. Il quitta Alger en 1740.

DIGNE, 1736.

FAROUX (Pierre), vicaire apostolique, de 1735 à 1740.

ESCALON (Antoine-Etienne), de 1736 à 1739, a rempli les fonctions de chancelier substitué du 29 novembre 1737 au 8 janvier 1739.

GORDAN, 1740.

ESTAIS (Dominique), né à Lourmarin, diocèse d'Aix, de 1740 (il avait alors 24 ans) à 1757. Le 19 octobre 1742, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, du 6 septembre précédent, l'autorisant à résider à Alger comme commis du sieur Urbain Paul (il avait 26 ans). En 1750, associé de la maison Liataud fils, de Marseille. Le 11 mars 1751, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, du 19 novembre précédent, qui l'autorisa à résider à Alger comme négociant.

POISSANT, missionnaire apostolique, a rempli les fonctions de provicaire, d'abord de 1740 à 1742, puis de 1745 à 1747.

POIRIER DUBOURG ou **DU BOURG** (Charles), vicaire apostolique de 1742 à 1745.

REYNAUD, 1742.

PAUL (Urbain), né à Marseille. Le 15 juin 1742, enregistre-

ment d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, qui l'autorise à résider à Alger (il avait alors 18 ans). Le 19 octobre 1742, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, du 6 septembre précédent, qui l'autorise « à continuer à habiter Alger en qualité de négociant pour y gérer la maison de négoce des sieurs Liautaud, à la place du sieur Mercurin, décédé en ladite échelle. » Le 6 septembre 1748, le sieur Liautaud fils, de Marseille, a fait acheter aux enchères publiques, un pinque de 50 tonneaux, qu'il a appelé la *Vierge-des-Carmes*, pris aux Génois par deux chebecs algériens. Parmi les expéditions faites à Marseille en 1748, on remarque deux chargements de « morues du petit Nord de la pêche de France. » Cette morue provenait de la cargaison, vendue aux enchères publiques, du vaisseau français le *Tavignon*, de 240 tonneaux, 16 canons et 81 hommes d'équipage, commandé par le capitaine Pierre-Raoul de la Mothe, de Saint-Malo, lequel vaisseau ayant combattu deux chebecs algériens, qu'il prenait pour des marocains, fut enlevé par eux à l'abordage et amené à Alger, où le dey confisqua son chargement consistant en *morue du petit Nord et en 36 barriques d'huile dudit poisson*. On voit que les Français fixés à Alger ne s'abstenaient pas de profiter des dépouilles de leurs compatriotes. Le 20 juin 1749, protêt d'une lettre de change, tirée de Livourne sur un israélite d'Alger, et présentée par Urbain Paul (Le tiré répond : « que le pays se trouvant aujourd'hui avec de grands troubles, attendu un bruit de guerre, les débiteurs ne peuvent pas payer à cause qu'ils ont été forcés d'aller en campagne à leurs jardins pour fuir et se tirer des événements de la guerre, et qu'il étoit impossible de recevoir un sol sur la place..... »). Ce négociant, dont les affaires étaient importantes, disparut d'Alger en 1751.

DEVANT (François), chevalier de l'ordre de Saint-Lazare, conseiller du roi et précédemment consul à Naples ; fit enregistrer à Alger, le 15 juin 1742, ses provisions de consul dans cette dernière ville, signées à Versailles le 14 juin précédent. M. Devant, ayant refusé de baiser la main du dey, partit en 1743, laissant le consulat à M. Dejoville.

DUTEIL (Jean), fit enregistrer à Alger, le 10 décembre 1742, son brevet de chancelier, en date du 13 août précédent. Il était aussi agent de la compagnie d'Afrique. Il fit, du 15 mars 1745 au 7 juin 1746, une absence pendant laquelle il fut remplacé par Bruno Dengallière. Le 19 décembre 1746, il affirme sous serment que pendant son séjour à Marseille, le sieur de Crouzoul ne lui a jamais offert, donné ou vendu du tabac, bien qu'il soit allé fréquemment comme ami, dans la manufacture dont celui-ci est inspecteur. M. Duteil quitta Alger en 1747.

THOMAS (Pierre), précédemment consul à Salonique, fit enregistrer, le 7 juillet 1743, ses provisions de consul de France à Alger, signées à Versailles le 3 août précédent. Le 14 juin 1743, il reçut de Marseille, sur la tartane le *Saint-Jean*, du drap d'or, damas moitié vert et moitié cramoisi, liqueurs, eau de la reine de Hongrie, sirop capillaire et 30 boîtes de confiture, le tout pour les présents. Le 11 septembre 1746, il reçut de Marseille, sur le pinque la *Purification* (d'envoi de la Chambre de commerce, pour les présents) : 100 pains de sucre, 300 bouteilles liqueurs et une tabatière d'or. Le 27 mars 1747, par le pinque *Saint-Jean-Baptiste* (d'envoi des échevins et députés du commerce) : pommes, châtaignes et deux éventails. M. Thomas quitta Alger en 1749.

SICARD (Pierre), 1744.

ROUX (André), de 1744 à 1749.

BÉRENGER (Nicolas), né à Aubagne, a résidé à Alger de 1747 (il avait alors 32 ans) à 1758; a représenté, comme associé, 1^o Pierre Icard, de Marseille, à partir de 1749; 2^o Icard, Rogon et Dengallière, à partir de 1751; 3^o et Rogon et Dengallière à partir de 1757. A rempli les fonctions de chancelier substitué du 8 juillet 1747 au 27 septembre 1748. Le 4 mars 1749, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille l'autorisant à résider à Alger pour y régir une maison de commerce sous son nom. Cette maison faisait des affaires importantes, tant à l'importation qu'à l'exportation (en 1750, à l'exportation six chargements, laine, blé, escajolle, cuirs, têtes de moutons, dattes, crin de bœuf, lin, plumes d'autruche, etc., à l'importation, cinq

chargements : barres de fer, rubans, étoffes d'or et d'argent, étoffes diverses, drogueries, mouchoirs de soie, papier, peignes, aiguilles, ciseaux, bois du Brésil, acier, miroirs, confitures, anchois, sardines, liqueurs, drap, toile de Hollande, quincaillerie, sucre, épiceries, etc.). Le 29 mai 1751, il acheta du gouvernement algérien, aux enchères publiques, une barque de 80 tonneaux, prise aux Napolitains par des chebecs algériens, et qu'il appela la *Victoire*. Le 9 juin, il fit dresser une procuration en blanc, en cas de mort, attendu qu'il y avait à Alger une peste des plus violentes. Le même jour, une lettre de change du capitaine Feraporte, de Saint-Tropez, à l'ordre du dey d'Alger, est présentée à Bérenger ; celui-ci n'ayant aucuns fonds au tireur, « mais ne pouvant refuser le paiement au seigneur dey, vu les conséquences qu'il en résulterait et pour l'honneur de la nation françoise, » se décida à payer, mais en protestant contre ledit capitaine. Ledit acte « fait dans la cour de la maison consulaire de France, attendu le mal contagieux qui est dans la ville. »

BROUQUIER, 1747.

BERGIER (François), 1748.

BOSSU, vicaire apostolique de 1747 à 1757. Le 5 juillet 1752, il écrivait à M. Germain, chancelier du consulat « dans sa cellule » (celui-ci s'était enfermé à cause de la peste), relativement aux droits de patente dûs par les RR. PP. rédempteurs (« ... nos respects à nos bons chartreux de la chartreuse consulaire.... M. Groiselle est en plein exercice que sa charité lui a procuré. Il garde un silence exact. M. Marot est mon unique compagnon de conversation. »). Le 26 avril 1756, il reçut de Marseille, par la tartane les *Ames-du-Purgatoire*, un envoi composé de draperie, toile blanche, quincaillerie et provisions. Le 1^{er} décembre 1756, il fut installé en qualité de consul de France, en remplacement de M. Le Maire et en vertu d'un ordre royal du 16 novembre de la même année. Il fut relevé de ces fonctions par l'installation de M. Peron, le 11 novembre 1757, et quitta aussitôt Alger.

GIMON (Louis-Michel), né à Marseille ; a résidé à Alger de 1749 (il avait alors 31 ans) à 1762 ; a représenté, comme associé, Jean-François Morin, de Marseille, à partir de 1752 ; a géré,

comme associé, à partir de 1757, la maison de commerce établie à Alger par les sieurs La Porterie frères, de Marseille. La maison Gimon était l'une des plus importantes d'Alger et exista jusqu'à la révolution française, dont les événements ruinèrent le commerce français en Algérie et y détruisirent notre influence. On trouvera successivement les noms des divers chefs de cette maison. — Le 12 juin 1752, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, du 2 mars précédent, autorisant le sieur Louis-Michel Gimon, âgé de 34 ans et né à Marseille, à résider à Alger. Le 14 juin de la même année, il fit dresser sa procuration en blanc, en cas de mort, à cause de la peste. — Le 16 septembre 1756, le consul certifie que Gimon a acheté d'Abd-Allah Cogeá, officier de la Régence d'Alger, et d'Ali Cogeá, son parent et associé, une petite tartane de 60 tonneaux nommée *Saint-Vincent-Ferrier*, de construction française, dont le commandant d'une escadre anglaise de 22 bâtiments a fait présent au susdit Abd-Allah Cogeá pour le conduire ici, après avoir été rencontré et pris par ladite escadre dans un brigantin français sur lequel il s'était embarqué à Marseille, pour venir à Alger, ayant le dit Abd-Allah reconnu cette politesse envers le commandant anglais par un fusil monté sur argent et autres effets qu'il lui a donnés jusqu'à l'équivalent de la dite tartane.... « Certifions de plus, dit le consul, que l'intention des sieurs Gimon et Cie n'était pas d'acheter la dite tartane, mais que le dey se trouvant dans un besoin pressant de bâtiments pour envoyer à Tunis, leur en a fait en quelque façon une loy, leur en ayant fait témoigner en notre présence qu'il leur saurait très-mauvais gré s'ils ne le faisaient, ce qui équivaloit à un ordre précis. » A la date du 17 du même mois, le consul ordonne au capitaine Brignol, commandant la dite tartane *Saint-Vincent-Ferrier* « d'aller à Tunis avec son dit bâtiment pour le service de la Régence d'Alger charger ce qui lui sera consigné au dit Tunis et l'apporter ici, le tout en conséquence de l'ordre précis du dey et sous peine en cas de refus d'y être contraint par force. » — Le 2 mai 1758, il fut installé comme chancelier substitué en l'absence de M. Germain, partant pour cause de maladie, et quitta ces fonctions le 27 mai 1760, jour de l'installation du

nouveau titulaire, M. Armeny. — Il partit pour France, en 1762, en laissant la maison à Jean Nicolas Gimon (Voir ce nom).

LEMAIRE (André-Alexandre), écuyer conseiller du roi, fit enregistrer, le 6 juin 1749, ses provisions de consul de France à Alger, signées à Fontainebleau le 17 novembre précédent. — Le 29 mai 1751, il reçut de Marseille, par la polacre *Sainte-Claire la-Favorite*, d'envoi de la Chambre de commerce : 1 recueil des cartes marines du monde entier, 4 recueils des cartes de la Méditerranée par Michelot et Brémond, et 4 feuilles servant à pouvoir naviguer du Cap vert à la Manche. — Le 6 avril 1753, il reçut de Marseille, par le pinque la *Vierge-de-Miséricorde*, d'envoi de la Chambre de commerce, pour les présents, 82 livres de dragées, 385 livres prunes, confitures, 400 bouteilles liqueurs et 400 bouteilles sirop de capillaire; et le 8 mai, d'envoi du Commerce, livres et sirop de capillaire.

Le 7 octobre 1753, le capitaine Prépaud mourut des suites de la bastonnade que le Dey lui avait fait infliger, pour le punir d'avoir osé se défendre contre un corsaire algérien. A la suite de cet événement, M. Lemaire partit le 28 avril 1754, pour aller prendre les ordres directs de la cour; il ne revint que le 21 juin 1755, et fit une seconde absence, du 4 août 1755 au mois de juin 1756, Dans le mois d'octobre de cette dernière année, M. Lemaire fut arrêté et mis aux fers avec les esclaves parcequ'on laissait sans réponse la prétention élevée par le dey de recevoir un cadeau annuel. Relâché au bout d'un mois, il fut remplacé le 1^{er} décembre 1756 par M. Bossu, et quitta Alger pour aller occuper le consulat de France à Raguse.

GERMAIN (Jean-Baptiste) fit enregistrer le 21 avril 1749, son brevet de chancelier du consulat en date du 7 juillet précédent. Il fut appelé à remplir les fonctions de consul, en l'absence de M. Lemaire : 1^o en 1754 et 1755, pendant quinze mois consécutifs; 2^o en 1755. Il partit en congé le 21 mai 1756, et ne revint que le 15 novembre 1757, après une absence de dix-huit mois. Le 2 mai 1758, le consul lui accorda un congé de six mois à passer en France, attendu qu'il était « sujet depuis quelque temps à des ébullitions de sang et vertiges continuels qui menaçaient

sa vie de quelque accident subit tendant à l'apoplexie. • J.-B. Germain ne revint plus à Alger.

Il reçut de Marseille pour les présents, les objets suivants : 1^{er} juin 1749, sirop, liqueurs, eau de la reine de Hongrie, anchois, confitures, dragées, prunes. 29 mai 1751, d'envoi de la Chambre de commerce, pommes, 200 bouteilles sirop capillaire, 500 bouteilles liqueurs; et d'envoi de la Compagnie royale d'Afrique, liqueurs, sirop capillaire, pommes et sucre. 19 décembre 1751, châtaignes, liqueurs, sirop, anchois. 14 novembre 1752, châtaignes, pommes, anchois. 18 septembre 1754, sirop de capillaire, etc. 18 janvier 1755, pommes, liqueurs, confitures, prunes.

DALLEST (Joseph-Charles), de Cassis; il résida à Alger, comme négociant, de 1750 (il avait 39 ans) à 1751.

VIDAL (Augustin), 1752.

MEIFRUN (Pierre-Joseph), né à Toulon; a résidé à Alger de 1752 (il avait alors 29 ans) à 1794, soit pendant 42 ans; a régi la maison Dengallière en 1757, la maison Rogon et Dengallière de 1758 à 1772 et la maison V^e Dengallière et Cie, à partir du mois d'octobre 1772. Cette maison était importante; Meifrun avait, de plus, une grande influence auprès des divers pachas qui se succédèrent durant son long séjour à Alger, et auprès des fonctionnaires algériens.

Le 12 juillet 1762, il achète d'Ali Cogeia, armateur, une barque de 80 tonneaux prise aux Catalans et ayant servi à un corsaire algérien pour faire la course; il la nomme *Saint-Vincent*. Le 3 février 1763, il achète de S. Ex. Ali pacha, dey d'Alger, un pinque de 40 tonneaux et de construction française, que le dit dey avait acheté de Pascal Scarnicia, corsaire anglais, et armé ensuite en Corse; il le nomme *Saint-Jean-de-Matha*. Le 30 juillet de la même année, il achète d'Ali Khodja une barque de 80 tonneaux, de construction catalane, servant précédemment à faire la course et qu'il nomme *Saint-Pierre*. Le 8 mars 1764, il reçoit de Marseille pour le compte du dey d'Alger, d'envoi de la Chambre de commerce : pommes, prunes, raisins secs, confitures, sirops de capillaire, d'orgeat et de limon, eau de la reine

de Hongrie, liqueurs, anchois, olives et thon mariné. — Le 29 août 1764, il achète du gouvernement algérien une polacre de 4,000 quintaux, prise aux Napolitains. Le 10 novembre 1764, procédure relative à une discussion survenue entre Gimon et Meifrun, au sujet de la concession par le gouvernement algérien de l'achat exclusif des cuirs et des laines pelades du fondouk du Khodjet el-djeld ; laquelle concession fut maintenue à Meifrun.

Le 27 mai 1767, Meifrun remplit les fonctions de chancelier en absence d'Armeny. En juillet, il fournit à dix esclaves chrétiens la somme nécessaire pour payer leur rançon.

Le 20 mai 1768, Meifrun fait enregistrer un brevet, en date du 21 mars précédent, qui le nomme chancelier du consulat de France à Alger, en remplacement d'Armeny qu'il substituait depuis le 27 mai 1767. Malgré cette nomination, il continua ses opérations commerciales. Le 31 octobre, il acheta du gouvernement algérien : 1° un pinque de 1,000 quintaux pris aux Génois ; 2° un pinque de 3,000 quintaux, de construction française et provenant de prise.

Le 13 septembre 1769, il achète du gouvernement algérien, une tartane de 80 tonneaux prise aux Napolitains et qu'il appelle le *Saint-Jean-Baptiste*. Le 16 février 1770, il achète du gouvernement algérien un vaisseau de 300 tonneaux pris sur les Danois et qu'il appelle le *Saint-Joseph*.

Le 28 mars 1772, Meifrun déclare que déterminé par les prix avantageux auxquels sont montées les toileries d'Egypte en cette ville depuis l'interruption du commerce en Levant, des sujets de cette Régence, il expédie le capitaine Gauthier commandant la corvette le *Saint-Jean-de-Matha*, pour en aller faire un chargement à Alexandrie et les porter à Alger, avec un fonds de 102,000 pataques (114,750 fr.) — Le 21 mai de la même année, le contre-amiral Simon de Hooglant, commandant en chef de l'escadre danoise en station dans la Méditerranée et plénipotentiaire de S. M. le roi de Danemark auprès des Régences d'Alger et de Tunis, reconnaît que M. Meifrun, négociant français, a donné son cautionnement pour la somme de 52,000 sequins algériens (260,000 francs environ), qui doit être payée à la Régence d'Alger à l'occasion de la paix.

Le 11 août 1774, il achète de la Régence un pinque de 105 tonneaux pris sur les Catalans. Le 15 octobre 1776, il emploie comme commis le sieur Gourdan (Voir ce nom). Il fut chargé du consulat du 4 avril au 28 septembre 1777, en absence de M. Langoisseur de la Vallée. Devint agent de la Compagnie d'Afrique à partir de 1778. Le 28 décembre 1778, Ferrier (voir ce nom) le remplaça dans les fonctions de chancelier du consulat de France.

Le 13 juin 1781, enregistrement d'un brevet de pension de retraite de 800 livres par an, dont 400 sur les fonds de la Marine et 400 sur les fonds de la Chambre de commerce de Marseille, accordée au sieur Meifrun, chancelier du consulat de France à Alger; en date du 5 octobre 1778. — A la date du 13 juin 1781, Meifrun donne une procuration pour le recouvrement d'une autre pension de 1,200 livres, constituée suivant brevet du roi, en date du 5 octobre 1778.

Quoi qu'il eût sa retraite comme chancelier et qu'il ait complètement cessé de faire le commerce, Meifrun continua à habiter Alger; du moins il revint souvent dans cette ville. Lors des événements de la révolution française, on le considéra comme émigré, et tous ses biens furent confisqués. Le Dey fit en sa faveur des démarches que constate la pièce ci-après.

« Cejourd'hui, vingt-sept messidor, l'an II de la République française, une et indivisible, est comparu par-devant nous, soussignés, le citoyen Vallière, consul, lequel nous a dit :

« Citoyens, je viens de chès le Dey à l'effet d'arrêter avec ce prince la traite des denrées de cette année; je lui ai annoncé que la République serait reconnaissante. Sidi Hassan m'a aussitôt coupé la parole et m'a dit : Consul, écoutes-moi, ne dis plus rien, ne m'offre rien, je ne veux rien, j'ai peu fait pour ton pays, mais je ferai tout ce que je pourrai. Voici la plus grande faveur que j'en désire et qui me sera plus précieuse que des millions en argent; fais que Meyfrun, vieillard malheureux et vertueux, puisse rentrer dans sa patrie, dans ses pensions et dans ses biens, avec toute sa famille; il est ici, je le porte dans mon cœur, c'est mon vieux, mon meilleur ami, je veille sur lui, je referai sa fortune, je le lui dois; mais pour payer toute ma reconnaissance, toute mon amitié envers lui, je dois

le rendre à sa patrie. Consul, prépare cet œuvre, c'est tout ce que je te demande..... J'ai répondu au Dey : Seigneur, le moment n'est pas favorable, je rendrai compte de votre demande et de vos instances. Il a répliqué : Je le sais, j'attendrai, mais commence à informer qui de droit ; et reprenant les premiers discours, il m'a renouvelé ses sollicitations pour Meyfrun, et ses protestations de l'intérêt qu'il prend à son sort.

« Voilà, citoyens, l'exorde de l'audience que je viens d'avoir du dey, de qui je viens d'obtenir toutes promesses, toutes facilités pour la plus grande extraction possible de denrées ; je me fais un devoir de vous en donner connaissance, afin que mon rapport soit constaté par vous, pour servir ce que de besoin, si jamais il y a lieu. VALLIÈRE.

« Et a signé ledit consul et nous après lui pour témoigner de son rapport au sortir de chès le dey d'où nous savons qu'il vient dans ce moment, à huit heures du matin.

« BRESSAN.. ANTOINE LÉON. JEAN-BAPTISTE BONFORT.

« ASTOIN SIELVE, Chancelier. »

(Archives du consulat de France à Alger, n° 11 de la liasse Q).

Aucun document ultérieur ne fait connaître si cette intervention du dey fut couronnée de succès.

CREST (Charles). Le 10 mai 1753, enregistrement d'un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, en date du 8 février précédent, autorisant le sieur Charles Crest, chirurgien de Toulon, à continuer de résider à Alger et à y servir de sa profession dans l'hôpital d'Espagne y établi sous la direction des RR. PP. administrateurs de cette nation. Le 1^{er} juillet 1755, Crest, chirurgien de la nation, reçoit de Marseille des *drogues*, des liqueurs, etc.

Le 1^{er} août 1757, le chancelier enregistre un certificat de la Chambre de commerce de Marseille, du 8 juillet précédent, autorisant le sieur Charles Crest, chirurgien, âgé de 42 ans, à aller régir une maison de commerce à Alger, pour compte de MM. Raffau et compagnie, négociants à Marseille. Le 1^{er} octobre 1759, les sieurs Crest et compagnie ont acheté à un Algérien une tartane de 90 tonneaux, de construction napolitaine, prise sur les

côtes d'Espagne par une galère d'Alger ; ils l'ont appelée *Saint-Cyprien*, après l'avoir matée à pinque. Le 20 novembre 1767, Crest achète du gouvernement algérien un pinque de 5,000 quintaux, pris sur les Napolitains.

Les opérations commerciales de Crest n'avaient pas une grande importance. Ce chirurgien ne réussit pas dans la nouvelle carrière qu'il avait embrassée. Ses affaires ne prospérèrent pas et en 1776 on aperçoit des signes certains de malaise. Ainsi, le 26 mars, il hypothèque, au profit de six juifs, tous les chargements faits pour son compte jusqu'à concurrence de 31,695 piastres de la Rose, formant le montant de diverses lettres de change négociées par lui et protestées. Le 15 mai, sept israélites lui fournissent les fonds nécessaires pour faire un chargement de denrées à Dellys et l'expédier sur la tartane le *Don-de-Dieu*, capitaine Louis Coulet, de la Ciotat. Enfin, le 7 septembre, il laissa protester une lettre de change tirée sur lui par M. Vallière, ancien consul, et présentée par M. de la Vallée, consul de France à Alger.

Un acte de chancellerie, analysé ci-après et portant la date du 1^{er} décembre 1777, clot la série des traces que le sieur Crest a laissées à Alger. Il résulte de cette pièce, qui constate un quasi-conflit international, que le négociant dont il s'agit avait abandonné Alger en y laissant des dettes. « M. Nicolas Suenson, consul de Danemark à Alger, ayant manifesté l'intention de protester contre la vente des effets et marchandises du sieur Crest, son débiteur, ci-devant établi à Alger, M. le consul général de France représente « qu'il lui paraît indécent qu'un consul étranger vient » s'inscrire dans la chancellerie même de son consulat contre une » opération faite par son ordre et conformément aux ordres de » sa cour. . . . »

BLANC, 1753:

ARMENY DE BENEZET (Pierre), de Marseille ; a résidé à Alger de 1756 à 1767, comme agent de la compagnie royale d'Afrique. A rempli les fonctions de chancelier substitué, du 25 mai 1756 au 16 novembre 1757, par suite de l'absence du sieur J.-B. Germain, titulaire de l'emploi. Le 31 mai 1756, il reçut

d'envoi de la Chambre de commerce de Marseille, pour les présents, 42 caisses de confiture, sirop et liqueurs. Il partit en congé en 1767, et fut nommé, en 1768, vice-consul à Messine.

PERON (Joseph-Barthélemy), précédemment directeur général des concessions de la compagnie royale d'Afrique, fit enregistrer à Alger, le 28 février 1758, ses provisions de consul de France, signées à Fontainebleau, le 26 septembre 1757. Le 25 novembre 1758, il reçoit d'envoi du *commerce*, pour les présents, des châtaignes, des liqueurs, des confitures et des salaisons, plus 31 barriques de poulies pour le dey. Le 9 décembre 1758, il achète au sieur Vidal onze caisses de pommes, afin de les joindre aux fruits que la Chambre a envoyés pour les présents qu'elle est en usage de faire au dey et aux officiers de la régence. Le 20 février 1760, la Chambre de commerce de Marseille lui adresse pour le compte du dey : eau de la reine de Hongrie, 210 bouteilles de liqueurs, 840 bouteilles sirop capillaire, dragées, confitures, anchois, 23 quintaux de pommes et 57 quintaux châtaignes.

A la suite d'une violente discussion avec le dey à propos d'un individu qu'il avait réclamé comme Français, tandis qu'il était Espagnol, M. Peron dût partir pour France, en mai 1760, sur l'ordre que lui donna impérieusement le despote barbaresque. Il confia le consulat à M. Théodore Groiselle, vicaire apostolique. M. Peron s'embarqua le 13 mai 1760, sur la barque les *Cinq-Frères*, capitaine Doumergue (de Martigues), portant à Marseille, pour compte de Gimon, un chargement de laine, escajolle, cire et peaux de renards ; il embarqua dix colis dont l'un renfermait 25 matelas, 7 traversins, etc.

GROISELLE (Théodore), se trouvait à Alger comme missionnaire, en 1752 (voir à l'article Bossu) ; remplit, en 1758, les fonctions de provicaire apostolique d'abord, puis celles de vicaire apostolique des royaumes d'Alger et de Tunis. Au mois de mars 1760, M. Peron, expulsé d'Alger (voir ci-dessus), lui remit la gestion du consulat de France qu'il garda jusqu'en mai 1762, époque de l'arrivée de M. Vallière. M. Groiselle disparut d'Alger après la cessation de ses fonctions de consul provisoire.

GIMON (Jean-Nicolas), fils de Louis-Michel Gimon (voir ce

nom), né à Marseille; a résidé à Alger de 1759 (il avait alors 22 ans), à 1775; commis chez son père jusqu'en 1762, époque où il remplaça celui-ci comme gérant associé de la maison de commerce établie à Alger, par MM. Laporterie frères, de Marseille. J'ai déjà dit que la maison Gimon était l'une des plus importantes d'Alger.

En novembre 1764, une discussion s'engagea entre Gimon et Meifrun au sujet de la concession par le gouvernement algérien de l'achat exclusif des cuirs et des laines pelades du fondouk (du khodjet el-djeld, ou écrivain aux peaux), concession qui fut maintenue au sieur Meifrun. Le 1^{er} octobre 1768, il achète au gouvernement algérien un pinque de 2,400 quintaux, pris sur les Génois. Le 17 mai 1775, il quitta Alger, en laissant la gestion de la maison à J. B. Louis-Marie Gimon (voir ce nom).

CAUDIER. Le 20 février 1761, enregistrement d'un certificat délivré, le 2 mars 1760, par M. Peron, consul de France, au sieur Joseph Caudier, de Marseille, pour témoigner des bons services qu'il a rendus aux chrétiens et particulièrement à la nation française pendant qu'il était esclave des Algériens et remplissait les fonctions d'écrivain de la marine. Après son rachat, Caudier habita Alger comme négociant; on retrouve ses traces à diverses époques et jusqu'en 1765.

Albert DEVOULX.

A suivre.